

## Annexe 1

## METROPOLE D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Nature des travaux	N° du dossier	Dépense subventionnable (HT)	Taux	Subvention
CT1 - MARSEILLE CENTRE-VILLE : Requalification des voies - Phase N°1 PFP : aucun autre financeur	009445	34 617 303 EUR	70 %	24 232 112 EUR
<b>TOTAL</b>		<b>34 617 303 EUR</b>		<b>24 232 112 EUR</b>

**TOTAL GENERAL****34 617 303 EUR****24 232 112 EUR**

AIDE AUX COMMUNES DES BOUCHES DU RHÔNE

-----  
CONVENTION de PARTENARIAT

ENTRE

La **METROPOLE D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE**  
représentée par sa **Présidente, Mme MARTINE VASSAL**  
ET

le **Département des Bouches-du-Rhône**,  
représenté par sa **Présidente, Mme Martine VASSAL**,  
autorisée par délibération de la Commission Permanente du 18 octobre 2019

Il est convenu de mettre en œuvre les dispositions définies ci-après :

**ARTICLE 1 : Objet**

Une aide financière du Département est allouée à la commune au titre du dispositif **Aide exceptionnelle à l'investissement**

pour la réalisation de l'opération indiquée ci-dessous :

- Nature de l'opération : **CT1 - MARSEILLE CENTRE-VILLE : Requalification des voies (phase n°1)**
- N° de Dossier : **AC-009445**
- **Montant subventionnable : 34.617.303 € HT,**

**Soit une subvention de 24.232.112 €.**

**ARTICLE 2 : Communication**

- La Métropole s'engage à informer le Département de la date de commencement et d'achèvement de l'opération (ou de la date d'acquisition si l'opération consiste en une acquisition de mobiliers, de biens fonciers ou immobiliers).
- La Métropole s'engage également à mettre en place un dispositif d'information du public faisant apparaître l'action du Département, selon les modalités suivantes :
  - ✓ Le Département devra être cité dans les communiqués de Presse et dans les publications municipales. **Une pastille numérique selon un modèle prédéfini, indiquant que le projet est financé par le Département devra figurer sur les photos des journaux municipaux ou des sites internet des communes.**
  - ✓ Le logo du Département devra apparaître sur les supports du type cartons d'invitation.
  - ✓ Invitation de la Présidente du Conseil Départemental à tous les événements liés à ce projet (inauguration, pose d'une première pierre, etc...).
  - ✓ **Installation d'un panneau de communication ou d'une bache de chantier durant un minimum de trois mois** (ou plus selon la nature et la durée du chantier) sur le site de l'opération, lorsqu'il s'agit de travaux. Il appartient au bénéficiaire d'assurer la récupération du panneau de communication sur un site dédié selon des modalités qui lui seront communiquées (lieux, dates, horaires ...)
  - ✓ Ce support de communication est posé et déposé par la Commune qui devra apporter la preuve (photo, attestation d'achèvement des travaux...) que les modalités de communication ont bien été effectuées (conformément aux dispositions du présent article).
  - ✓ **Adhésifs** appliqués sur le matériel et les véhicules acquis avec l'aide du Département. **Ces adhésifs sont transmis par le Département et apposés par la Métropole.**
  - ✓ Le Département se réserve la possibilité de faire connaître, par tout moyen à sa disposition, les actions engagées par la présente convention.
- Le versement des subventions est subordonné à la mise en place de ce dispositif d'information.

Page à parafer

**ARTICLE 3 : Contrôle des financements**

Conformément à la loi du 16 décembre 2010 et au décret du 5 mai 2012, la commune s'engage à transmettre avec la demande de versement du premier acompte le plan de financement définitif de l'opération faisant l'objet de la présente convention, présentant l'ensemble des financements attribués par des personnes publiques et faisant apparaître un autofinancement minimum de 20 % ou 30% du maître d'ouvrage, en application des lois du 27 janvier 2014 (MAPTAM) et du 7 août 2015 (NOTRe).

**ARTICLE 4 : Conditions particulières**

1 - Dans le cas où l'objet de la présente convention concernerait l'**acquisition de biens fonciers ou immobiliers**, ces biens devront obligatoirement être maintenus dans le patrimoine métropolitain pour une durée minimale de 10 ans, à l'exception des terrains commercialisés dans le cadre des zones artisanales ou d'activités. A défaut, le montant de la participation départementale pourra être remboursé.

En cas de changement de destination des biens fonciers ou immobiliers pendant une même période de 10 ans, le Département devra être obligatoirement informé du nouveau projet affecté à l'acquisition, afin d'apprécier le maintien de sa subvention.

Les actes notariés portant acquisition de ces biens fonciers ou immobiliers devront faire mention de cette réserve en cas de cession du bien par la Métropole et seront transmis au département. Dans le cas d'une dérogation à la clause décennale, l'accord du Département sera notifié par courrier à la Métropole bénéficiaire de la subvention.

Par ailleurs, dans le cas d'une revente, le montant de l'aide du Département devra être déduit du prix global du bien foncier ou immobilier.

2 – Dans le cas où l'objet de la présente convention concernerait des acquisitions foncières situées en zone agricole, la Métropole s'engage en outre, pendant une durée minimale de 10 ans, d'une part à maintenir le terrain en zone agricole, d'autre part à maintenir sur celui-ci une exploitation ou un usage agricole.

3 - Dans le cas où l'objet de la présente convention **concernerait des études**, la Métropole devra transmettre **un exemplaire de la convention d'étude signée et de l'étude réalisée avec la demande de versement**.

4 - Dans le cas où l'objet de la présente convention **concernerait des acquisitions de véhicules**, la Métropole devra transmettre **un exemplaire des certificats d'immatriculation** pour le versement de la subvention.

**ARTICLE 5 : Modalités de versement**

Le versement de l'aide départementale sera sollicité, sous peine de caducité, par la Métropole dans un délai **de trois ans** à compter de la date de délibération de l'Assemblée départementale ayant accordé cette aide.

En cas de retard motivé, un sursis supplémentaire d'**une année** pourra être octroyé à titre exceptionnel, pour les opérations ayant reçu un début significatif d'exécution.

Ce versement sera effectué **au prorata des dépenses mandatées par la Métropole sur la section « investissement » du budget métropolitain (hors travaux en régie)**, et visées par le Receveur Municipal. Il pourra être versé des acomptes mais leur montant ne pourra être inférieur à 1.000 € (sauf si le montant de la subvention attribuée est moindre).

Dans le cas où la Présidente a constitué son dossier de demande de subvention sur la base d'une décision déléguée (loi NOTRe), un justificatif attestant que la décision de la Présidente a bien été présentée a posteriori au conseil communautaire au titre des compte-rendus de décisions de la Présidente, devra être transmis au Département pour le versement du premier acompte.

**Concernant l'acquisition de biens fonciers ou immobiliers**, la demande de versement de la participation financière du Département devra être accompagnée de l'acte notarié portant mention de la clause de réserve en cas de cession.

Page à parafer

Le non-respect des dispositions contenues à l'article 2 (communication, pose et photos des panneaux ou adhésifs, etc) entraînera l'annulation de la subvention, en application de la délibération du Conseil départemental du 14 décembre 2018.

Tout changement de projet ou toute modification de l'opération initiale, sans demande préalable au Département, entraînera également l'annulation de la subvention, objet de ce partenariat.

**Le Présidente**

**LA PRESIDENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

**MARTINE VASSAL**

**Martine VASSAL**

Direction de la Vie Locale - Service des Communes

Annexe 3

Commission permanente du 18 octobre 2019

Rapport n° : 44128

Type d'aide : Aides exceptionnelles à l'investissement - Marseille ambition centre ville

Bénéficiaire(s) : Métropole d'Aix-Marseille-Provence

		Montant de l'AP	Total affecté	Montant de l'affectation complémentaire
AP	2018-26005F	32 000 000 €		24 232 112 €
<b>OPERATION</b>	1013825		- €	24 232 112 €
Détail	204-71-204142		- €	24 232 112 €
Première commission permanente adoptant une affectation sur cette autorisation de programme				
Premier vote sur cette autorisation de programme				